

Résistance et collaboration ne revêtent pas le même aspect en Alsace qu'en France occupée.

La majorité des Alsaciens a adhéré, contrainte et forcée, aux diverses associations nazies. Il leur fallait pour pouvoir vivre au quotidien, ne pas perdre son travail, ne pas paraître suspect aux yeux du parti ou éviter d'être dénoncé. Le camp de Schirmeck, les transplantations de familles, les arrestations et les exécutions rappelaient aux Alsaciens que les nazis avaient les moyens de les contraindre sinon à se soumettre du moins à « participer ». Cependant, le parti nazi et ses structures armées (SA et SS) ont peu attiré les Alsaciens (moins de 3% de la population d'après Eugène Riedweg).

L'opposition s'est traduite par de multiples formes mineures dans la vie quotidienne (emploi de la langue française, écoute de la radio étrangère, marché noir, mauvaise volonté à s'engager dans les formations du parti...).

La résistance opérationnelle est difficile à mettre en œuvre en raison du contrôle permanent de la population. Les manifestations patriotiques sont vite réprimées. Des groupes plus ou moins structurés tentent de s'opposer à la dictature (La Main Noire, La Jeunesse alsacienne...). Des réseaux de renseignements tentent de s'organiser comme celui du Docteur Bareiss ou du communiste Wodli. Mais la quasi totalité de ces groupes et réseaux est démantelée à la fin de 1942. Seule la 7^e colonne (le réseau Martial) de Paul Dungler parvient à survivre.

En matière d'évasions, les passeurs ont un rôle clé. À travers les Vosges et le long de la frontière des départements annexés, des dizaines de filières conduisent hors du Reich des réfractaires au RAD ou à l'incorporation de force, des prisonniers de guerre et des fugitifs.

Les Alsaciens hors d'Alsace se sont structurés au sein d'organisations comme le GERAL (Groupe d'Entraide des Réfugiés d'Alsace Lorraine) et se sont dotés d'organes de presse. Une partie de ces réfugiés ont formé une diaspora désireuse de contribuer à la résistance nationale. C'est le cas par exemple de l'université de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand.

À partir du GMA (Groupement Mobile Alsace) de la zone sud, 1 500 hommes constituent la Brigade Alsace Lorraine dirigée par André Malraux alias le colonel Berger. Elle est intégrée à la 1^{re} armée française du général De Lattre de Tassigny. D'autres Alsaciens ont rejoint De Gaulle à Londres ou en Afrique du Nord ou encore le général Leclerc dans la 2^e division blindée.

CONTEXTE

Repères chronologiques

1940

- **18 juillet 1940** : Manifeste des Trois Epis signé par les Nanziger.

1941

- **4 janvier 1941** : Nomination de Kreisleiter alsaciens (Bickler, Mourer...).
- **17 avril 1941** : Premier procès pour écoute de radio étrangère.
- **8 mai 1941** : Attentat à la grenade contre la voiture du Gauleiter Wagner par Marcel Weinum.
- **25 mai 1941** : Rassemblement de 6 799 SA alsaciens sur le Karl Roos Platz à Strasbourg.
- **19 juin 1941** : Anniversaire de l'entrée de la Wehrmacht à Strasbourg et transfert des restes de Karl Roos à la Hüneburg.
- **13 juillet 1941** : Manifestation pro-française à Hochfelden entraînant une centaine d'arrestations.
- **13 août 1941** : À cette date, 650 Alsaciens sont internés au camp de Schirmeck.

1942

- **25 janvier 1942** : Admission des 400 premiers Alsaciens dans le NSDAP.
- **30 janvier 1942** : Diffusion par les résistants alsaciens des copies du rapport Maier sur le délabrement de l'économie allemande.
- **31 mars 1942** : Marcel Weinum (17 ans) est condamné à mort par le tribunal spécial de Strasbourg.
- **Avril 1942** : Classement secret de la population alsacienne par le service statistique du Parti en trois catégories selon leur degré d'attachement au Reich.
- **19 juin 1942** : Évasion du général Giraud avec l'aide de la 7^e colonne d'Alsace.
- **19 juin 1942** : Ordonnance sur le franchissement illégal de la frontière.
- **10 juin 1942** : Décision de transplanter à l'intérieur du Reich les familles de conscrits qui ne se présentent pas au conseil de révision ou ne donnent pas suite à la convocation sous les drapeaux.
- **19 sept. 1942** : Création d'une zone interdite le long de la frontière entre l'Alsace, la Suisse et la France.

1943

- **26 janvier 1943** : Ordonnance sur la répression de manifestations hostiles à l'État.
- **3 février 1943** : Ordonnance prévoyant la confiscation des récepteurs radio des « individus politiquement douteux ».
- **7 février 1943** : Ordonnance relative à l'application de la peine capitale.
- **12 février 1943** : Tentative de 18 jeunes mobilisables de Ballersdorf de franchir la frontière suisse.
- **Mars 1943** : - Formation des premiers maquis en France.
- Création de l'ORA (Organisation de la Résistance de l'Armée).
- Procès devant le tribunal du peuple de plusieurs groupes de résistants alsaciens.
- **Avril 1943** : Multiplication des incidents nécessitant l'emploi de la force lors de l'incorporation (drapeaux français, Marseillaise...).

- **15 mai 1943** : Constitution à Paris du CNR (Conseil National de la Résistance).
- **3 juin 1943** : Formation à Alger du Comité Français de Libération Nationale (CFLN) coprésidé par Giraud et de Gaulle.
- **25 juin 1943** : Rafle des étudiants de la Gallia à Clermont-Ferrand.
- **4 juillet 1943** : Création à Alger des Services d'Alsace et de Lorraine du CFLN.
- **20 août 1943** : Circulaire codifiant l'Umsiedlung (transfert) des familles de réfractaires.
- **1^{er} octobre 1943** : Ordonnance prévoyant la déportation à l'intérieur du Reich des familles de déserteurs avec incitation à la délation (3 543 personnes déportées en 1943).
- **25 nov. 1943** : Rafle puis déportation en Allemagne de professeurs et d'étudiants de l'Université de Strasbourg à Clermont-Ferrand.

1944

- **21 janvier 1944** : Lettre du Gauleiter Wagner à Keitel (chef de l'OKW) : un déserteur alsacien repris doit être systématiquement condamné à mort.
- **1^{er} février 1944** : Naissance des FFI (Forces Françaises de l'Intérieur).
- **5 mars 1944** : Déportation au camp de Neuengamme de 42 officiers alsaciens de l'armée française ayant refusé leur incorporation de force.
- **Avril 1944** : Structuration solide des FFI de l'arrondissement de Saverne (1 800 hommes) et de la région de Mulhouse-Nord (200 hommes).
- **Mai 1944** : Formation des Groupes Mobiles d'Alsace (GMA).
- **2 juin 1944** : Le CFLN se transforme en GPRF (Gouvernement Provisoire de la République Française).
- **6 juin 1944** : Débarquement allié en Normandie.
- **17-27 juin 1944** : Réunion à Grendelbruch des principaux dirigeants de la résistance alsacienne. Nomination des commandants Daniel (Paul Winter) et François (Kieffer) comme chefs des FFI des Haut et Bas Rhin, chacun disposant d'environ 2 000 hommes.
- **Juillet 1944** : Constitution du maquis de Volksberg, fortement décimé par les SS mi-octobre.
- **17 juillet 1944** : Nouvelle réunion au sommet de Grendelbruch.
- **Août 1944** : Constitutions du maquis du Mont-Sainte-Odile (330 hommes), de Sainte-Croix-aux-Mines et de Thann (écrasé en octobre).
- **15 août 1944** : Débarquement en Provence.
- **du 16 août au 4 sept. 1944** : Les Allemands mettent en échec le plan de raid de résistants du GMA-Vosges, maquis implanté entre le Donon et Raon l'Étape visant la libération de Schirmeck et du Struthof. Violents combats de Viomboid.
- **31 août 1944** : Prime de 100 à 500 Marks aux dénonciateurs de déserteurs.
- **Sept. 1944** : Arrestation de 700 otages politiques et économiques alsaciens transférés en Allemagne.
- **20-26 novembre 1944** : Violents combats livrés par l'armée française secondée par les 800 FFI de la ville pour libérer Mulhouse.

1945

- **3 janvier 1945** : Réorganisation en catastrophe du dispositif de défense de Strasbourg avec la participation des FFI.

DOCUMENTS

➤➤ Collaboration ou ralliement ?

Des Milliers de Mulhousiens entendirent Rossé :

« L'Alsace est maintenant à la place qui a toujours été la sienne ».

La réunion de masse de mercredi dernier dans la Nouvelle Halle de Mulhouse fut une manifestation imposante pour l'Alsace allemande. Des milliers d'habitants enthousiastes entendirent les pionniers du combat pour les droits du peuple alsacien, Joseph ROSSE et Pierre MOURER. La réunion organisée par le « Service de Secours Alsacien » (Els. Hilfsdienst) était présidée par le délégué général de l'Alsace près du Chef de l'Administration Civile en Alsace, le Major d'aviation, Dr. Ernst. ROSSE qui avait passé 10 mois dans les prisons françaises à cause de sa fidélité à l'Alsace rappela que la France ne connaissait les Alsaciens que pour les faire payer ou servir, leur promettant alors tout, sans jamais tenir. Par contre, Paris combattait vigoureusement le mouvement autonomiste alsacien, puisque ce mouvement était forcément, par sa nature même, un mouvement allemand favorisant l'entente avec l'Allemagne. La politique scolaire et culturelle française finit par faire que les enfants ne puissent plus lire les lettres de leurs parents, car elle visait à la dégermanisation par tous les moyens.

Et malgré tout, désormais l'Alsace allemande l'a emporté. Chaque Alsacien comprend tout ce que dit le Gauleiter, on n'a plus besoin de se faire tout traduire comme après 1918. Quelle preuve, uniquement du point de vue de la langue, de l'appartenance naturelle de l'Alsace à l'Allemagne.

MOURER invita ses compatriotes à participer à l'essor de leur pays, en se souvenant que l'intérêt général primait l'intérêt particulier. Personne n'aura rien à craindre à cause de son orientation politique passée ; seuls seront éliminés ceux qui sabotent l'essor de l'Alsace nouvelle.

Des applaudissements enthousiastes saluèrent les orateurs.

SNN 1^{er} août 1940.

Attentisme, ralliement de force ou compromission collective ?

Depuis la fin de la guerre des interrogations s'expriment sur l'attitude des Alsaciens durant l'annexion nazie. Eugène Riedweg a qualifié leur comportement de globalement « attentiste ». « Attentisme ? Cela veut dire que les Alsaciens sont dans l'expectative. Mais ils ne savent probablement pas très bien ce qu'ils attendent », explique-t-il. « Les Alsaciens ont pu, en partie, spéculer sur le vainqueur de la guerre » observe de son côté Lothar Kettenacker. Pour Bernard Vogler, « il s'agissait d'abord de survivre au jour le jour, de gagner du temps, parfois en donnant un gage pour avoir la paix. Résister, c'était risquer de se faire envoyer au camp de correction de Schirmeck. » Alfred Wahl est, lui, plus ferme : « Certains Alsaciens se sont indubitablement ralliés volontairement au régime nazi. Leur adhésion allait bien au-delà d'une collaboration minimale. Mais, dans l'ensemble, on peut dire que la plupart des Alsaciens a été dans l'obligation de se rallier au système : il s'agissait en quelque sorte d'un ralliement de force », analyse-t-il.

Pour Nicolas Stoskopf, le concept d'attentisme ne reflète pas correctement le comportement d'ensemble des Alsaciens restés dans leur région pendant la guerre. « L'adhésion forcée au système oblige les individus à se compromettre dans pratiquement tous les secteurs de la vie sociale. D'une certaine façon, les Alsaciens sont massivement et collectivement compromis, et cela se paye au regard de l'histoire. » Pour lui, l'analyse qui consiste à distinguer d'une part les ralliés, d'autre part les attentistes et enfin les résistants est trop simpliste. Nombreux sont ceux qui sont à la fois des ralliés et des résistants, à leur façon. « Dans les faits, les gens tentent de feinter avec le système, en étant l'un et l'autre à la fois », analyse-t-il.

Les Saisons d'Alsace n°27, juin 2005. Extrait des « Six leçons d'histoire » de Christophe Nagyos, p.45.

Collaboration suppose partenariat, or les Allemands ne veulent pas faire des Alsaciens des partenaires, mais des Allemands et des nationaux-socialistes. Ceux qui acceptent d'exercer des fonctions durant l'annexion approuvent le point de vue nazi et se rallient ainsi à l'idée d'une Alsace allemande tout en connaissant la nature du régime. Deux motivations principales expliquent ce ralliement : une certaine germanophilie et l'attrait du pouvoir. Trois grands types de ralliés peuvent cependant être distingués : ceux qui y croyaient / ceux qui en profitaient / ceux qui suivaient.

L'administration et les services de sécurité sont dirigés par des cadres exclusivement allemands à l'exception de quelques Kreisleiter alsaciens autonomistes. Les maires sont désignés par l'Administration civile. Bien qu'enfermée dans un système totalitaire, la population alsacienne a produit peu de ralliés au nazisme.

➤➤ Les résistances en Alsace

- **Les formes mineures dans la vie quotidienne**

Rapport de la Sûreté allemande concernant HOCHFELDEN au Gauleiter WAGNER

« Le 13 juillet 1941, après l'office du soir, plusieurs jeunes gens se rassemblèrent dans un café pour jouer de la musique de jazz. Pendant ce temps d'autres jeunes gens s'efforçaient de réunir un certain nombre de flambeaux pour l'organisation du défilé. Vers 23h30, un cortège de 150 à 200 personnes, en rang par quatre, se mit effectivement en route à partir du café en chantant des refrains français et allemands. La population ouvrait les fenêtres et leur témoignait sa sympathie par des applaudissements. Arrivés au monument aux morts, une personne non identifiée, fit un discours mettant l'accent sur le fait que les morts de la commune avaient donné leur vie pour la France et non pour l'Allemagne. Après un ordre donné en français, le cortège se disloqua ».

« Des personnes âgées se rendaient ensuite au monument aux morts pour se rendre compte de ce qui venait de se passer. Vers 1h du matin, une banderole tricolore et une gerbe de fleurs ornaient le monument, au bas duquel on avait inscrit : « à nos soldats morts ».

« Lors de l'enquête du SD (Sicherheitsdienst), la population de Hochfelden se rassembla dans la rue et manifesta son hostilité aux enquêteurs, n'hésitant pas, malgré l'opposition de la police à distribuer du beurre, lard, pain, œufs, vins aux personnes arrêtées. Au départ des prisonniers, cette population leur témoigna des signes d'amitié. »

Annales du CRDP de Strasbourg, « L'Alsace sous l'oppression nazie (1940-1944) », p. 149.

Bien qu'il ait été rappelé récemment que la langue française est interdite en Alsace, le coiffeur E. B. de la Robertsau croyait pouvoir se dispenser de respecter la loi avec ses clients. Arrêté, il a passé 6 semaines au camp de rééducation de Vorbrück.

Etant donné que c'est le deuxième cas constaté en peu de temps, les autorités ont reçu l'ordre d'agir avec beaucoup de vigilance contre ces éléments incorrigibles.

SNN 28 mars 1943.

Malgré les représailles graves, des milliers d'individus font acte de résistance. Ils écoutent les radios étrangères interdites, entonnent des chants patriotiques français, font circuler des caricatures ou continuent à parler en français... L'opposition se traduit par un refus d'adhérer au système. Elle se manifeste dans les administrations, les hôpitaux, les chemins de fer... en freinant la machine de guerre, en donnant des faux certificats... Le camp de Schirmeck a accueilli près de 15 000 Alsaciens hostiles au régime.

- **Passeurs et déserteurs**

L'arrestation de l'équipe des Pur-Sang

Après une année 1941 fertile en nombreux passages de frontières aussi bien avec des prisonniers évadés de nationalité française ou polonaise, qu'avec de jeunes alsaciens réfractaires au service militaire allemand, l'équipe des Pur-Sang pensait continuer son action dans la résistance de la même façon en 1942.

Mais au mois de janvier 42 la neige s'est mise à tomber en abondance, et le trajet habituel prévu pour le 31 janvier a failli tourner au drame. La violente tempête de neige et son épaisseur déjà importante rendaient la marche difficile et fatigante pour des gens peu entraînés et mal équipés.

Nous avons mis plus de huit heures à atteindre une ferme enfouie dans la neige, où nous avons pu passer la nuit. Le lendemain un magnifique soleil a permis au groupe de passer la frontière et de clore ainsi cette odyssée qui avait si mal débuté.

Bien des années plus tard nous avons appris que nous avons fait passer la frontière ce fameux 31 janvier à Marcel Rudloff, devenu après la guerre sénateur-maire de Strasbourg. Il en a toujours gardé un souvenir pénible.

Il n'était donc plus question de passer par la montagne. Notre responsable de l'équipe, Lucienne Welschinger, ayant fait la connaissance d'Antoine Kromenaker, instituteur à Landange, c'est donc par la Moselle et en direction de Cirey que se fera désormais le passage de la frontière.

Voulant expérimenter la façon dont ce nouveau trajet arrivait jusqu'à Lyon, mais de plus chargée par la Résistance d'un pli important à transmettre à Vichy, Lucienne accompagnée d'un membre du groupe, décida de tenter le voyage. Malheureusement au retour les choses se sont mal passées. Lucienne a pu rentrer sans encombre, mais son amie prit, par erreur, un train qui ne s'arrêtait qu'après la frontière, et de ce fait elle fut arrêtée par la Gestapo. C'était le 26 février 1942. Une perquisition à son domicile permit de trouver les adresses des membres de l'organisation dont la plupart furent arrêtés.

Les Guides de France furent internées à la prison de Kehl en Allemagne d'où, après environ 6 semaines d'interrogatoires permanents, la Gestapo transféra les Guides et leurs co-inculpés au camp d'internement de Schirmeck-Labroque.

Alice Daul-Gillig, *Les « Pur-Sang », 1942, Schirmeck, brochure Guide de France, 2002.*
Les Archives des Scouts et Guides de France.

Récit d'Adrien DEYBRE, fils du fermier de montagne du ROUHU, au-dessus d'URBEIS, à 2 km à peine de la frontière

« Mon père connaissait à fond cette montagne ; il lui était donc relativement facile d'aider les prisonniers de guerre évadés... Ceux-ci venaient à la ferme vers 7 heures du matin, après une nuit passée dans la forêt... Ils restaient le plus souvent 2 à 3 jours à la ferme paternelle, pour soigner leurs pieds malmenés par de longues marches. Mon père les « passait » de préférence par mauvais temps par un endroit appelé les « 3 Bornes » à la frontière des 3 départements des Vosges, du Bas- et du Haut-Rhin. Ayant parfaitement étudié l'horaire des patrouilles allemandes, il savait que toutes les 2 heures, il possédait une marge de sécurité d'une bonne demi-heure, avant qu'elles ne reviennent vers les « 3 Bornes ». Par mesure de précaution supplémentaire, nous donnions toujours une rondelle de saucisson et une poignée de poivre aux évadés pour qu'ils puissent dépister les chiens, si, par malheur, ils étaient poursuivis par une patrouille allemande... »

D'après Ch. Béné, *L'Alsace dans les griffes nazies, tome III, 1975.*

CELUI QUI ATTAQUE SON PEUPLE DANS LE DOS MERITE LA MORT

...Le Tribunal spécial de Strasbourg a jugé en une séance extraordinaire et publique, mardi après-midi, quatorze accusés de BALLERSDORF de l'arrondissement d'ALTKIRCH pour groupement armé et tentative de franchissement illégal de la frontière... Tous les accusés ont été condamnés à mort et à la perte de leurs droits civiques pour avoir voulu se soustraire par la fuite à l'étranger au service militaire...

... Les quatorze personnes ayant comparu devant le Tribunal spécial – un autre est encore en fuite – avaient décidé avec les trois qui ont été tuées dans le combat, de franchir la frontière suisse en petits groupes dans la nuit de samedi. Ils avaient cette intention déjà depuis un certain temps pour se soustraire à leur incorporation dans le Service du Travail et dans l'Armée allemande...

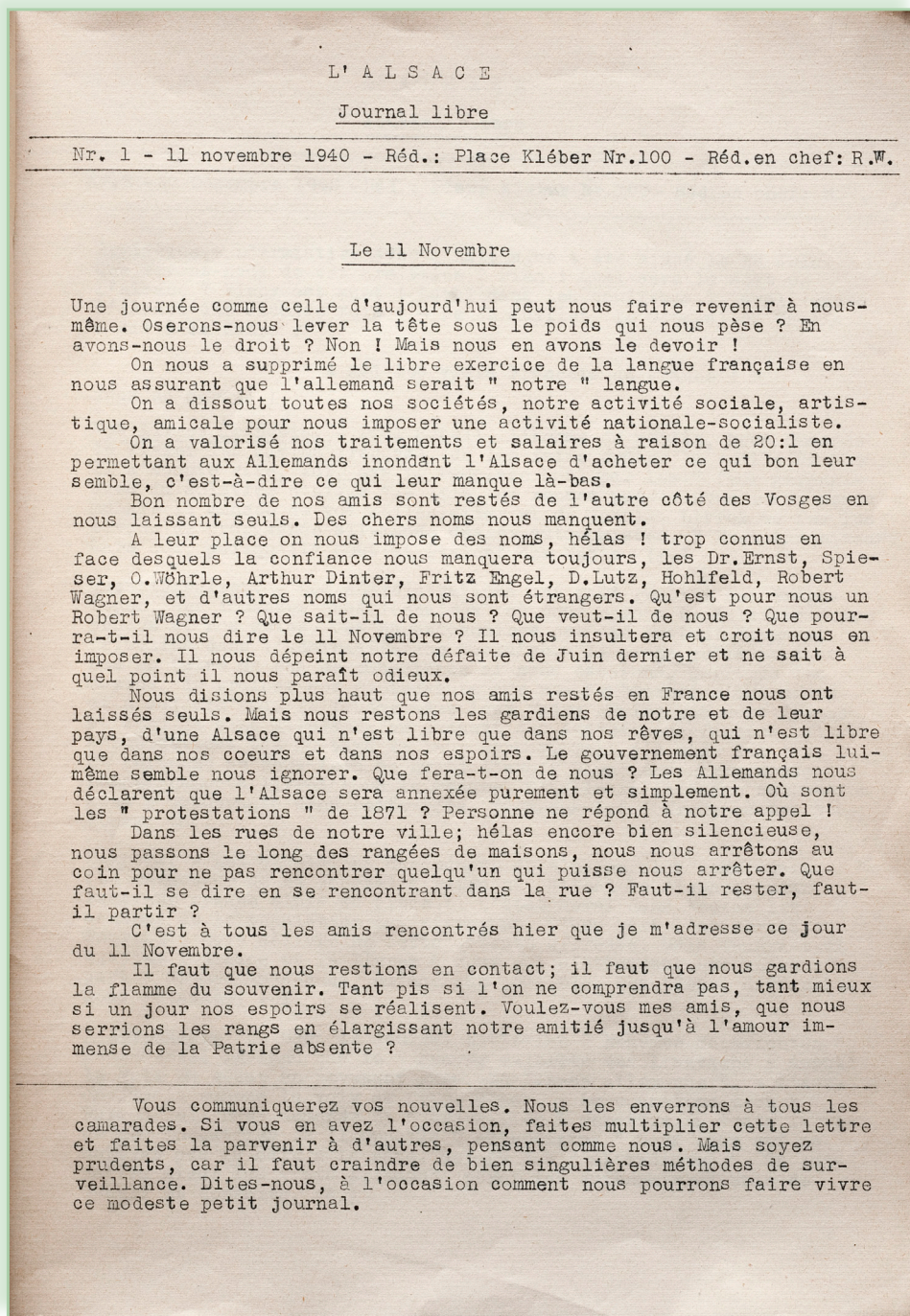
... Le jugement devant le Tribunal spécial apporta la preuve indubitable de la culpabilité des accusés. L'exécution rapide prouve clairement que la patience longtemps manifestée par le gouvernement allemand est maintenant épuisée. Celui-ci est conscient de sa responsabilité non seulement envers le peuple allemand, mais aussi envers l'immense majorité à l'opinion bien orientée du peuple alsacien... Aussi pour ce délit touchant à la sécurité de l'Etat, il fallait la peine la plus dure. Le Reich se trouve actuellement dans le combat le plus dur pour son destin et son avenir, celui du peuple allemand, et donc aussi du peuple alsacien. Il y va de l'existence de l'Europe toute entière. Le gouvernement du Reich... ne peut pas tolérer qu'une petite clique d'Alsaciens fasse sa propre politique et défende ses intérêts égoïstes sans se préoccuper des exigences impitoyables de la guerre et sans collaborer par son engagement personnel à la lutte du Deutschtum contre le bolchevisme...

SNN 17 février 1943.

Isolés ou organisés en réseaux (comme celui des « Pur Sang »), les passeurs ont permis à des réfractaires, des prisonniers de guerre et des fugitifs de quitter la zone annexée. Des dizaines de filières d'évasion ont ainsi permis de faire sortir du Reich environ 20 000 personnes.

Bien que l'évasion et la désertion signifiaient une mort certaine et des représailles sur les familles, plus de 15 % des incorporés se sont évadés. Certains ont d'ailleurs repris les armes contre l'Allemagne nazie.

- La presse clandestine



Premier numéro de «L'Alsace, journal libre» du 11 novembre 1940, date anniversaire de la défaite des Allemands en 1918 - © BNU.S.

Le mensuel «l'Alsace, journal libre» fut rédigé par Camille Schneider de 1940 à 1944. Il l'adressa par la poste à ses amis, mais également aux responsables nazis. Il signait les éditoriaux de R.W. des initiales du Gauleiter. Les deux premiers numéros furent rédigés en français. À partir de 1941, « Die Elsass Freie Zeitung » fut rédigé en allemand. La Gestapo n'en découvrit jamais l'auteur.

- **Réseaux de résistance**

La 7^e colonne d'Alsace

« Surpris par la débâcle de juin 1940 dans le Massif Central, il (Paul Dugler) remonte, le 25 août 1940, en Alsace et y crée, le 1^{er} septembre 1940, la 7^e colonne d'Alsace. [...] »

Dès le début de septembre, il rallie à la 7^e colonne d'Alsace deux hommes d'élite qui joueront un rôle éminent dans l'histoire de la Résistance alsacienne, Marcel Kibler de Saint-Amarin, le futur commandant Marceau et Paul Winter, de Mulhouse-Bourzwiller, le futur commandant Daniel. »

Eugène Mey, « Le drame de l'Alsace », éditions Berger-Levrault, 1949, p. 67.

Organisation gaulliste d'Alsace

« La première organisation de résistance dans le Bas-Rhin date de janvier 1941. Elle est l'œuvre du Dr Bareiss. [...] Resté en contact avec son colonel qui reçoit lui-même les consignes de Londres ; et avec le capitaine d'Ornant, du même régiment auquel incombe également une tâche importante dans la Résistance, Bareiss rentre sur les ordres donnés, dans son pays d'origine pour organiser la résistance en Alsace, en Lorraine et au Luxembourg. »

Eugène Mey, « Le drame de l'Alsace », éditions Berger-Levrault, 1949, p. 70-71.

Les saboteurs punis de mort

Le Tribunal spécial a jugé fin mars une bande de 10 jeunes Alsaciens rassemblés pour des sabotages par le dessinateur Marcel WEINUM.

Les accusés se sont rendus coupables d'acquisition d'explosifs, de lancement de grenades, de préparation d'une série d'attentats, manifestations d'hostilité diverses, comme inscriptions sur les rues et les édifices publics, distribution de tracts, destruction de drapeaux à croix gammée, attentats contre des véhicules de l'Armée allemande, de la police, contre des installations téléphoniques et ferroviaires...

Le chef de la bande avait également tenté d'entrer en contact avec des agents d'une puissance ennemie ; arrêté près de la frontière suisse, il a blessé un douanier à la tête d'un coup de revolver... Personnalité dangereuse, sans scrupules préparant ses coups clairement et froidement, reconnu par les experts médicaux d'une intelligence nettement supérieure à la moyenne et donc considéré comme entièrement responsable de ses actes.

Weinum a été condamné à mort et à 10 ans de prison. La peine de mort a été exécutée. Les droits civiques lui ont été retirés à vie.

Les délibérations ont laissé une image effrayante de ce jeune de 18 ans élevé dans une Ecole moyenne catholique, qui a consacré depuis son retour en automne 1940, toute son activité aux actes criminels cités plus haut, entraînant à la complicité toute une bande de jeunes gens. C'est pourquoi il est nécessaire d'éliminer impitoyablement ces individus nuisibles par les moyens du droit de guerre...

SNN 15 avril 1942.

La Main noire

C'est un réseau organisé par un jeune alsacien de 16 ans, et implanté à Strasbourg dès le mois de septembre 1940. Il a mené des opérations variées (parfois extrêmement efficaces dans leur simplicité comme la destruction systématique des vitrines où figurait un buste de Hitler, ce qui incita les commerçants à refuser d'en placer). Leur action la plus célèbre est sans doute la destruction à la grenade de la voiture du Gauleiter Wagner, le 8 mai 1941. Marcel Weinum a été exécuté le 14 avril 1942.

... Mais nos dirigeants ne plaisantent pas ! A quelque milieu qu'appartiennent les individus qui s'efforcent de désagréger le Reich, quels que puissent être les mobiles qui les incitent à agir, un fait est certain : vous avez l'audace de vouloir saper les bases mêmes de l'Allemagne nationale-socialiste, alors qu'elle lutte pour son existence. Nous allons vous exterminer !

Ont été condamnés à mort : Alphonse ADAM, Robert KIBLER, Joseph SEGER, Peter TSCHAEN, Carl SCHNEIDER, Robert MEYER, Renatus MENGUS, Georges WERLE, Robert HUSSER, Albert DENU.

Ont été condamnés de 3 à 10 ans de travaux forcés : Emile HINCKER, J. DEISS, R. DEISS, Georges FASTINGER, René GISTEL, Paul WEBER, Alfred WOLF, Frédéric SCHLEWER, René GROSS, Eugène BISCHHOFF, Jean METZGER.

Les condamnés ADAM, KIEFFER, SEGER, TSCHAEN, SCHNEIDER, MEYER **ont déjà été exécutés.**

SNN 16 juillet 1943.

Le Front de la jeunesse alsacienne

C'est un important mouvement par le nombre de ses membres, généralement issus des milieux de la jeunesse catholique. Dirigé par Adolphe Adam et Robert Kiefer, ce réseau a eu parmi ses principaux objectifs, après le décret d'incorporation de force, d'inciter les jeunes Alsaciens à être réfractaires. Ses dirigeants ont été exécutés le 15 juillet 1943.

Dès 1940, des groupes et des réseaux de résistance tentent de s'organiser comme « La Main noire » ou « Le Front de la jeunesse alsacienne ». Ils sont isolés et disposent de peu de moyens. Des hommes plus âgés de droite comme de gauche tentent également de créer des réseaux. « Le réseau Bareiss » a joué un rôle important dans le renseignement. Georges Wodli organise la résistance communiste avec les cheminots et les mineurs de potasse du Haut-Rhin. Ils mettent en place un réseau de distribution de l'« Humanité » clandestine, ils aident les prisonniers de guerre évadés, et commettent des actes de sabotage. Le seul réseau que les Allemands n'ont pas réussi à démanteler est « la 7^e colonne d'Alsace ».

• Résistances hors d'Alsace

7^e colonne d'Alsace, réseau Martial et G.M.A. (Groupes mobiles d'Alsace)

« C'est en mars 1942 que Dungler et Kibler réalisent un nouveau progrès : ils établissent, à Couzon-au-Mont-d'Or, le Comité Directeur de la résistance alsacienne, alias « réseau Martial », héritier de la « 7^e colonne » certes, mais singulièrement étoffé : à côté de Dungler (« Adalbert » ou « Schneider ») et de Kibler (« Marceau »), voici Georges [...] et surtout voici, officier de liaison avec l'O.R.A., le chef d'escadron d'Ornant. »

Fernand L'Huillier, « Libération de l'Alsace », Hachette Littérature, 1975, p. 40-41.

Témoignage de Marcel Rudloff, alors étudiant à la faculté de Droit

Réfugiés alsaciens, nous formions une communauté très soudée, très solidaire car nous étions tous du même âge, de la même formation universitaire, habités des mêmes soucis et des mêmes espoirs. En plus nous avons bénéficié de relations exceptionnelles avec nos professeurs qui partageaient intensément nos joies, nos peines et notre espérance fondamentale : le retour en Alsace libérée... [...]

Cette ambiance d'attente douloureuse mais studieuse prit fin brutalement le 27 novembre 1942 avec l'invasion de la zone sud par la Wehrmacht ; la Gestapo s'installa aussitôt avenue de Royat à Chamalières. Dès lors allait commencer la période tragique, ponctuée de rafles, d'attentats, de déportations, de tortures qui ont ensanglanté l'histoire de l'université de Strasbourg. Et qui sont gravés pour toujours dans la mémoire de ceux qui les vécurent. [...].

Texte extrait de Alsace, la grande encyclopédie des années de guerre, sous la direction de Bernard Reumaux et Alfred Wahl, La Nuée Bleue/Saisons d'Alsace, Strasbourg, p.595-596.

Fin 1940, Kibler et Dugler doivent quitter l'Alsace laissant alors le commandement de la 7^e colonne à Winter. Ils se retrouvent à Lyon et avec le lieutenant Laurent (détaché par le général Frère) ils créent le Comité directeur de la résistance alsacienne. Ce Comité réalise la liaison avec les réseaux de Londres et entre en contact avec le réseau CND (Confrérie Notre-Dame) du colonel Rémy. Le Comité crée également trois GMA (Groupes Mobiles d'Alsace) :

- Le GMA-Sud composé de 1500 hommes qui deviendra en 1944 la Brigade d'Alsace Lorraine commandée par André Malraux, alias le colonel Berger ;
- Le GMA-Vosges constitué par d'Ornant et Kibler après leur rencontre avec le colonel Grandval
- Le GMA-Suisse organisé par le commandant Georges.

Enrôlés dans les FFI, plus de 6 500 Alsaciens participent à la libération de l'Alsace.



◀◀ 17 juillet 1944 au Chalet Grosskost, près de Grendelbruch : Réunion d'unification de la Résistance alsacienne avec ses chefs.
© Le Courrier du Mémorial, octobre 2006.

